

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 27081**

Intitulé

MASTER : MASTER Domaine Droit, Économie, Gestion - Mention Droit des affaires

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Bordeaux	Président de l'Université de Bordeaux, Recteur de Bordeaux, chancelier des universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Pour l'ensemble des parcours :

- Définir et superviser la gestion d'une structure ou d'un service dans ses différentes dimensions - administrative (procédures, fonctionnement, affaires juridiques, ...), financière (trésorerie, contrôle de gestion, ...), technique, commerciale... - selon les choix stratégiques adoptés par les instances dirigeantes et les réglementations (financières, fiscales et commerciales) nationales ou internationales ; organiser l'activité dans un objectif de rentabilité économique ou selon les missions fixées par les pouvoirs publics ; organiser et mettre en œuvre les modalités de traitement des demandes des clients, des consommateurs (suggestions, réclamations, besoins, ...) en lien avec les services concernés (marketing, commercial, communication, ...), selon des objectifs de fidélisation et de satisfaction de la clientèle.
- Etudier les suites à donner aux dossiers soumis ; identifier la procédure à suivre et les investigations à mener ;
- Gérer les contentieux, le cas échéant en lien avec les services concernés et les éventuels conseils externes ; apprécier les faits au regard de la règle de droit et de la jurisprudence.
- Informer et conseiller les justiciables sur des questions de droit de l'entreprise et des affaires ; les accompagner en effectuant des démarches pour leurs comptes ou en les représentant ; veiller à leur sécurité juridique ;
- Effectuer une veille juridique (recherche, recueil, analyse, priorisation, diffusion, classement, suivi des données) ; informer et conseiller les justiciables sur des questions d'ordre juridique ; les accompagner en effectuant des démarches pour leurs comptes ou en les représentant ; veiller à leur sécurité juridique ; étudier les suites à donner aux dossiers soumis ; identifier la procédure à suivre et les investigations à mener ; gérer les contentieux, le cas échéant en lien avec les services concernés et les éventuels conseils externes ; apprécier les faits au regard de la règle de droit et de la jurisprudence.
- Le cas échéant se substituer à des dirigeants pour redresser ou liquider des entreprises en difficultés : effectuer la gestion financière des ressources, l'administration des biens, voire la gestion du patrimoine (mobilier, immobilier, ...), de ces entreprises ;
- Réaliser un audit ou le contrôle des opérations comptables et financières de sociétés selon les obligations légales ; contribuer à la prévention, à la maîtrise des risques financiers de structures et à la recherche des irrégularités éventuelles ;

Plus spécifiquement :

Parcours 1 Droit de la vigne et du vin : activités de juristes spécialisés et cadres de haut niveau auprès d'exploitations productrices (mise en marché, conseil à apporter aux entreprises viticoles).

Parcours 2 Banque, finance et recouvrement : activités de professionnels spécialistes en droit de la banque et du recouvrement, études d'huissier de justice.

Parcours 3 Droit des affaires et fiscalité : activités de juristes généralistes aptes à s'intégrer tant en cabinet d'avocat qu'en service juridique d'entreprise afin de traiter l'ensemble des questions touchant à l'organisation et l'activité d'une entreprise (individuelle ou sociétaire)

Parcours 4 Ingénierie juridique et financière des sociétés : activités de juristes spécialisés dans le domaine des restructurations d'entreprises sociétaires (cession de contrôle, fusion, scission, apports partiels d'actifs...).

Pour mener à bien ces activités, le titulaire du diplôme a une connaissance approfondie :

- Du droit de l'entreprise et des affaires (choix de la forme juridique, rédaction des principaux contrats, traitement fiscal, gestion du contentieux...),
- De la vie des affaires,
- Du fonctionnement du marché.

Le titulaire du diplôme est capable de :

- Définir et décliner les orientations stratégiques d'une structure, dont son objectif de rentabilité économique ; organiser et mettre en place les modalités de fonctionnement de la structure ;

- Elaborer le budget prévisionnel de la structure, le présenter aux instances dirigeantes et effectuer les ajustements ; Gérer les moyens budgétaires et matériels de la structure ou planifier les opérations financières ; Suivre l'évolution des résultats financiers de la structure et établir son plan de financement
- Définir et mettre en place les procédures de gestion administrative et financière et les indicateurs nécessaires au suivi d'activité et au reporting à la direction ; suivre et analyser les données d'activité du service ou de la structure et proposer des axes d'évolution ; communiquer les informations sur les résultats d'activité, les évolutions, les enjeux en interne ou à des partenaires ;
- Superviser et coordonner l'action des services, des conseils juridiques en matière de litige et de montages financiers ;
- Réaliser une veille juridique (actualité légale, jurisprudentielle...) ; développer et entretenir des réseaux stratégiques de réception et de diffusion de l'information ; diffuser l'information en adaptant la formulation en fonction de l'interlocuteur ; développer et animer des partenariats avec les professionnels du droit (avocats, magistrats...)
- Identifier des problèmes juridiques, analyser des documents contractuels, des dossiers contentieux..., argumenter et synthétiser ;
- Utiliser les concepts et techniques du droit dans les domaines juridiques couverts par les différents parcours de cette mention ;
- Informer, conseiller et accompagner les justiciables sur des questions de droit, notamment sur les démarches à accomplir auprès d'organismes publics, sur la rédaction d'actes et/ou documents juridiques et/ou contractuels et, le cas échéant, sur la procédure de mise en demeure, d'assignation en justice, de conciliation adaptée à la résolution de leur litige ;
- Définir une stratégie pour la gestion des contentieux ; mettre en place et animer un système de traitement des demandes de conseil (procédures, tableaux de bord) ; analyser la nature d'un litige et évaluer ses enjeux, notamment financiers, liés au contentieux ; rédiger des mémoires contentieux en collaboration avec les services et les avocats le cas échéant ; représenter les intérêts des justiciables devant les juridictions.

Parcours 1 Droit de la vigne et du vin

Pour mener à bien ces activités, le titulaire du diplôme a une connaissance approfondie du droit viticole national, communautaire et international, et est capable de :

- Elaborer la stratégie commerciale de l'entreprise et définir les plans d'actions annuels (promotion des produits, marchés à investir, ...) ; organiser la force commerciale de l'entreprise (déploiement du réseau, formations commerciales, ...) ; concevoir le circuit de l'information du service commercial (réunions, notes, directives, ...) et échanger des informations avec les commerciaux ; réaliser le suivi des clients grands comptes de la structure et analyser le potentiel de clients/prospects ; réaliser la veille concurrentielle des produits (marché, prix, nouvelles tendances, ...)
- Elaborer ou participer à l'élaboration de la stratégie relation clientèle et déterminer les plans d'actions annuels et les objectifs du service ; concevoir les indicateurs de performance du service, analyser les résultats et mettre en place des ajustements ; recueillir les remarques de la clientèle et les transmettre au service de production, marketing, recherche, développement, ... ; proposer des solutions en réponse aux réclamations de la clientèle ou transmettre le dossier au service contentieux, logistique ;
- Superviser la gestion des ressources humaines (paie, formation, recrutement, ...)
- Superviser, contrôler la gestion de la trésorerie et émettre des recommandations sur l'allocation des ressources financières aux instances dirigeantes ; superviser et coordonner le contrôle de gestion et l'audit interne (évaluation des risques financiers, validation de choix fiscaux, ...)

Parcours 2 Banque, financement et recouvrement et parcours 3 Droit des affaires et fiscalité

Pour mener à bien ces activités, le titulaire du diplôme a une connaissance approfondie :

* du contentieux bancaire, le droit du crédit et du recouvrement, le droit des suretés, le droit de l'insolvabilité ou encore, sur les voies d'exécution ;

* du droit de l'entreprise et des affaires (choix de la forme juridique, rédaction des principaux contrats, traitement fiscal, gestion du contentieux...).

Il est capable de :

- Collecter les informations sur la situation d'une entreprise en difficultés ; analyser le rapport d'activités commerciale, sociale et financière ; assister ou remplacer des chefs d'entreprises dans le cadre de procédures de redressement judiciaire ; les informer, les conseiller et les assister sur la prestation et définir avec eux les axes d'intervention, la périodicité des contacts, la gestion du budget, les démarches administratives, l'organisation de l'activité de l'entreprise ; établir un budget prévisionnel après inventaire des ressources de l'entreprise et le gérer pour elle ; négocier l'aménagement ou l'annulation des dettes de l'entreprise auprès des crédeurs ; renseigner les documents de suivi et échanger des informations avec l'entreprise, l'administration, le magistrat... ;
- Définir une stratégie pour la gestion des contentieux ; mettre en place et animer un système de traitement des demandes de conseil (procédures, tableaux de bord) ; analyser la nature d'un litige et évaluer ses enjeux, notamment financiers, liés au contentieux ; rédiger des mémoires contentieux en collaboration avec les services et les avocats le cas échéant ; représenter les intérêts des justiciables devant les juridictions.

Parcours 4 Ingénierie juridique et financière des sociétés

Pour mener à bien ces activités, le titulaire du diplôme a une connaissance approfondie de la gestion juridique et financière des sociétés et plus particulièrement :

- du droit des sociétés,
- du droit fiscal,
- du droit social,
- du droit du financement.

Le titulaire du diplôme est capable de :

- Utiliser les concepts et techniques du droit des sociétés et de la comptabilité et finance d'entreprises ;
- Définir ou mettre en œuvre les méthodes et procédures en matière de contrôle comptable, veiller à leur application et proposer des améliorations, émettre des recommandations sur l'allocation des ressources financières aux instances dirigeantes ; élaborer et mettre en œuvre le plan d'audit annuel d'une société ou déterminer et superviser les missions d'audit ; préparer les éléments nécessaires à un audit, les transmettre au commissaire aux comptes, au contrôleur de gestion, ... ou les analyser ; contrôler la régularité, la fiabilité des opérations réalisées et des états financiers des sociétés ; identifier et révéler les irrégularités ou les inexactitudes repérées lors d'enquêtes ou de vérifications.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le titulaire du diplôme peut travailler dans les entreprises privées de tous secteurs d'activité ainsi que dans les différentes structures de conseil juridique intervenant dans le droit de l'entreprise et des affaires.

- Administration,
- Organismes professionnels,
- Banques,
- Cabinets d'avocats,
- Etudes notariales,
- Entreprises de négoce,
- Sociétés de distribution,
- Juridictions (magistrature ou greffe),
- Cabinets d'avocats,
- Cabinets de consultants,
- Etudes d'huissiers,
- Services contentieux d'entreprises privées.

Parcours 1 Droit de la vigne et du vin

Le titulaire du diplôme peut travailler dans les différentes structures intervenant dans le secteur vitivinicole, tant au niveau de l'exploitation productrice que de la mise en marché :

- Directeur ou Responsable administratif et/ou financier
- Directeur ou Responsable clientèle
- Directeur ou Responsable commercial, Directeur de zone,
- Directeur de magasin spécialisé,
- Dirigeant d'entreprise ou de société, Directeur de cave coopérative.

Il peut également accéder à des emplois de juriste :

- Collaborateur en cabinet d'avocat,
- Conseiller juridique, Consultant juridique,
- Directeur/Responsable des affaires juridiques, Responsable contentieux, Cadre juridique,
- Juriste.

Parcours 2 Banque, financement et recouvrement

Le titulaire du diplôme peut accéder aux emplois suivants :

- Collaborateur en cabinet d'avocat d'affaires,
- Collaborateur en étude notariale, étude d'huissier
- Conseiller juridique, Consultant juridique,
- Directeur/Responsable des affaires juridiques, Responsable contentieux, Cadre juridique,
- Juriste d'entreprise ou de banque,
- Mandataire judiciaire.

Parcours 3 Droit des affaires et fiscalité

Le titulaire du diplôme peut accéder aux emplois suivants :

- Collaborateur en cabinet d'avocat d'affaires,
- Collaborateur en étude notariale, étude d'huissier
- Conseiller juridique, Consultant juridique,
- Directeur/Responsable des affaires juridiques, Responsable contentieux, Cadre juridique,
- Juriste d'entreprise ou de banque,
- Mandataire judiciaire.

Parcours 4 Ingénierie juridique et financière des sociétés

Le titulaire du diplôme peut accéder aux emplois suivants :

- Collaborateur en cabinet d'avocat d'affaires,
- Collaborateur en étude notariale, étude d'huissier
- Conseiller juridique, Consultant juridique,
- Directeur/Responsable des affaires juridiques, Responsable contentieux, Cadre juridique,
- Juriste d'entreprise ou de banque,

- Mandataire judiciaire.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

M1205 : Direction administrative et financière

M1202 : Audit et contrôle comptables et financiers

M1302 : Direction de petite ou moyenne entreprise

Réglementation d'activités :

Les métiers auxquels prépare ce diplôme peuvent être exercés par des agents sous contrat de travail ou des agents de la fonction publique. Dans ce second cas, l'accès à l'emploi est réglementé. Il est soumis à la réussite d'un concours. L'accès à la profession d'avocat est soumis à l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA). L'accès à la profession de notaire est soumis à l'obtention du Diplôme Supérieur de Notariat (DSN) ou du Diplôme d'Aptitude aux Fonctions de Notaire (DAFN). L'accès à la profession de notaire est soumis à l'obtention du Diplôme d'Expertise Comptable (DEC).

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

A l'Université de Bordeaux, il est recommandé de suivre le Master 1 « Droit des affaires » pour accéder aux Masters 2 de cette mention. D'une façon générale, l'accès aux Masters 2 de la mention « Droit des affaires » se fera après validation d'un Master 1 obtenu dans le domaine du droit avec une majorité d'enseignements relevant du droit privé.

Le dispositif de Validation des Acquis Professionnels (VAP) peut permettre de candidater à la formation en l'absence du niveau pré-requis. Une sélection des candidats est effectuée sur dossiers à l'issue des deux premiers semestres par un jury composé, outre du responsable de la formation, d'enseignants ou de professionnels intervenant dans la formation.

Dans les quatre parcours de la mention, une UE dédiée aux stagiaires de formation continue de 25h leur permet de renforcer et actualiser leurs connaissances théoriques, tout en les accompagnant dans la méthodologie attendue de la part d'un étudiant de master. Cette UE peut leur conférer 2 ECTS surnuméraires qui seront reportés sur le supplément au diplôme.

Par ailleurs, une participation à la Clinique du Droit (<http://www.cliniquedudroit.fr/>) pour les parcours « Droit de la vigne et du vin », « Banque, financement, recouvrement » et « Droit des affaires », est également valorisée.

Parcours 1 Droit de la vigne et du vin

SEMESTRE 1

UE obligatoires - Connaissance de l'environnement professionnel (CREDITS : 4 - Volume horaire total : 72h)

UE obligatoires - Gestion juridique de l'exploitation vitivinicole (CREDITS : 14 - Volume horaire total : 78h)

UE obligatoires - Signes de qualité du produit et protection des consommateurs (CREDITS : 10 - Volume horaire total : 65h)

UE optionnelles - Langues (CREDITS : 2 - Volume horaire total : 12h)

SEMESTRE 2

UE obligatoires - Connaissance de la structure et de l'organisation des marchés vitivinicoles (CREDITS : 10 - Volume horaire total : 75h + stage de 2 mois ou un travail de recherche)

UE obligatoires - Maîtrise du droit des marques vitivinicoles (CREDITS : 5 - Volume horaire total : 50h)

UE obligatoires - Ouverture à la maîtrise des transactions internes et internationales (CREDITS : 7 - Volume horaire total : 46h + stage de 2 mois ou un travail de recherche)

UE optionnelles - Professionnalisation (CREDITS : 8 - Mémoire de recherche ou stage de 2 mois minimum)

Parcours 2 Banque, financement et recouvrement

SEMESTRE 1

UE obligatoires (CREDITS : 30 - Volume horaire total : 110h)

SEMESTRE 2

UE obligatoires (CREDITS : 27 - Volume horaire total : 95h)

UE optionnelles (CREDITS : 3 - Mémoire professionnel ou stage de 2 mois minimum)

Parcours 3 Droit des affaires et fiscalité

SEMESTRE 1

UE obligatoires (CREDITS : 30 - Volume horaire total : 130h)

SEMESTRE 2

UE obligatoires (CREDITS : 22 - Volume horaire total : 70h + stage de 2 mois ou un travail de recherche)

UE optionnelles (CREDITS : 8 - Volume horaire total : de 35h à 40h)

Parcours 4 Ingénierie juridique et financière des sociétés

SEMESTRE 1

UE obligatoires (CREDITS : 30 - Volume horaire total : 120h)

SEMESTRE 2

UE obligatoires (CREDITS : 30 - Volume horaire total : 80h + stage de 2 mois minimum)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Le jury comprend : - des enseignants-chercheurs, des enseignants ou des chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Le jury comprend : - des enseignants-chercheurs, des enseignants ou des chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE	X		Le Jury est composé : - d'une majorité d'enseignants-chercheurs - de personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée ;

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
------------------------------------	-------------------------------------

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 26 mai 2016 accréditant l'université de Bordeaux en vue de la délivrance de diplômes nationaux mention « Droit des affaires » n°20160581

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

site de l'observatoire de l'Université sur l'insertion des étudiants
<http://www.u-bordeaux.fr/formation/enquetes-et-statistiques>

Autres sources d'information :

droit.u-bordeaux.fr, onglet « Formations »
[Université de Bordeaux](http://www.universite-bordeaux.fr)

Lieu(x) de certification :

Université de Bordeaux : Aquitaine Limousin Poitou-Charentes - Gironde (33) [Bordeaux]
 Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Bordeaux

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Pessac et Bordeaux

Historique de la certification :

Le parcours de Master « Droit de la vigne et du vin » a été créé en 1984 à l'Université Montesquieu Bordeaux IV (l'une des trois universités fondatrices de l'Université de Bordeaux).

Le parcours de Master « Banque, financement, recouvrement » a été créé en 2016 à l'Université de Bordeaux.

Le parcours de Master « Droit des affaires et fiscalité » a été créé en 2005 à l'Université Montesquieu Bordeaux IV (l'une des trois universités fondatrices de l'Université de Bordeaux).

Le parcours de Master « Ingénierie juridique et financière des sociétés » a été créé en 2011 à l'Université Montesquieu Bordeaux IV (l'une des trois universités fondatrices de l'Université de Bordeaux).